

D 1182 BRÉSIL: ATTENTATS ET OPÉRATIONS CONTRE DES ÉVÊQUES

L'action de l'Eglise dans le double domaine de la réforme constitutionnelle et, surtout, de la réforme agraire lui vaut des répliques violentes (cf. DIAL D 1142) pouvant aller jusqu'à l'assassinat de prêtres (cf. DIAL D 1158 et 1165). C'est pour sa défense des paysans sans terre que Vilmar José de Castro, âgé de 27 ans, membre de la Commission pastorale de la terre du centre sud du Goiás et agent de pastorale du diocèse de Jataí, a aussi été assassiné le 23 octobre 1986. Parallèlement et plus récemment, on note l'assassinat de l'avocat Evandro Cavalcanti dans l'Etat de Pernambuco le 21 février 1987. Un massacre d'au moins 10 petits paysans a eu lieu le 17 décembre dans la commune de Jaurú (Mato Grosso).

Les évêques ne sont pas épargnés. C'est ainsi qu'une bombe explosait près de la maison du cardinal Aloisio Lorscheider à Fortaleza (Ceará) le 21 février 1987. Le 14 février, Mgr Marcelo Carvalheira, évêque de Guarabira (Paraíba), était menacé par des hommes armés au moment où il célébrait la messe dans un hameau de son diocèse. Le 23 janvier précédent, c'était le diocèse de Goiânia (Goiás) qui faisait l'objet d'une occupation de terres, opération montée dans le but de discréditer l'action de l'Eglise en la matière.

Le présent dossier porte sur ces deux dernières affaires.

Note DIAL

1- Déclaration de Mgr Marcelo Carvalheira sur l'incident de Varelo de Cima (Etat de la Paraíba)

Le samedi après-midi 14 février, comme j'ai l'habitude de le faire pour les églises et les communautés des villes et villages de mon diocèse, je me suis rendu au hameau de Varelo de Cima, dans la commune d'Araruna, pour rendre visite aux fidèles et faire une célébration liturgique avec eux, des cultivateurs qui font ces derniers temps l'objet de vexations pour des questions de terre.

Nous nous sommes réunis devant la maison d'un paysan, à l'intérieur de la clôture qui délimite son terrain. Après une cordiale et tranquille conversation initiale, j'ai commencé la célébration liturgique, revêtu des ornements sacrés. Le P. Cristiano Muffler concélébrait avec moi.

La célébration se déroulait normalement, avec cantiques religieux, lecture de la Parole de Dieu et prières. Pour le commentaire d'Évangile, j'ai insisté sur la question fondamentale de la foi en Dieu, de l'esprit de fraternité et de paix véritable qui vient de Dieu et qui ne peut exister qu'à travers un dialogue honnête et une pratique efficace de la justice. Nous étions tous rassemblés en climat de prière, les mains et les esprits désarmés.

A un moment donné de la célébration, vers 16 H 40, une voiture de couleur jaune et de marque Volkswagen arrive et s'arrête sur la route en face de la maison, à environ six mètres du lieu où se tenait la célébration. Deux hommes, que j'avais vus assis à l'avant, sont sortis et j'ai pu constater qu'il y en avait un troisième assis à l'arrière. L'un des deux qui étaient sortis de la voiture, bien habillé, en vêtements clairs, proférait des injures de bas niveau et des menaces contre le célébrant et les participants de l'acte religieux, en brandissant dans une main un

revolver que je suis bien incapable d'identifier. Mais il s'agissait à l'évidence d'une arme à feu.

Cela eut pour effet de semer la panique dans le groupe de gens qui participaient à la célébration. J'ai demandé le calme et exigé qu'ils évitent toute violence.

Comme l'agresseur continuait et menaçait de tirer, quelques hommes qui participaient à la célébration se sont dirigés vers lui pour le désarmer, afin de protéger la communauté et l'évêque. Ils se sont munis, pour se défendre, de bouts de bois et de cailloux ramassés par terre. Alors qu'ils s'efforçaient de désarmer l'agresseur, celui-ci a tiré deux coups de feu. Une des balles a touché au passage la tête d'un des paysans, qui s'est mis à saigner abondamment. C'est alors, naturellement, que les esprits se sont échauffés et les hommes en sont venus à frapper et à faire tomber l'agresseur. Puis l'agresseur et ses accompagnateurs se sont sauvés à pied en abandonnant leur voiture.

Malgré mes appels répétés au calme et à la non violence, dans un tel climat, nous n'avons pas pu empêcher qu'un groupe riposte en retournant la voiture abandonnée par l'agresseur, vidée de ses occupants et les roues en l'air dans le fossé.

Finalement nous avons pu reprendre les prières et les cantiques, les esprits calmés, les femmes et les enfants tranquilisés.

A l'arrivée sur place du commissaire de police et du juge d'Araruna, je leur ai expliqué sereinement, clairement et objectivement ce qui s'était réellement passé, le fait qui avait engendré la violence, sans interprétation aucune, avec un exposé chronologique des faits.

C'est pourquoi nous avons confiance que prévaudra le respect de la vérité, de la justice, et notre bon sens à nous tous qui avons quelque parcelle d'autorité, afin que les faits survenus cet après-midi-là soient rapportés et analysés avec circonspection, objectivité et justice.

Que Dieu - qui voit tout et scrute les cœurs - soit garant de notre témoignage et nous vienne en aide à tous.

Guarabira, le 15 février 1987

2- Communiqué du diocèse de Goiânia (Etat de Goiás)

Quand l'Eglise prêche la justice, la vérité et l'amour, quand elle fait le choix prioritaire des pauvres, quand elle rappelle la priorité du social sur l'économique, c'est sérieusement qu'elle parle. Notre choix a pour fondement la foi et pour principe la crainte de Dieu. Surtout en cette heure où Goiânia et le Brésil vivent des situations contraires à ce que le peuple attend et mérite.

Le peuple du Goiás et du Brésil tout entier attendait - et attend - davantage de participation démocratique, davantage de justice sociale, davantage de travail rémunéré, davantage de terre où habiter et travailler. Nous constatons cependant, dans notre ville et dans tout le Brésil, une augmentation de la violence contre les plus pauvres et une absence quasi totale de décision politique pour répondre aux besoins fondamentaux du peuple.

En tant que diocèse engagé dans le droit des spoliés et soucieux, dans la mesure de ses possibilités, d'offrir sa participation aux solutions des problèmes vitaux du peuple appauvri, nous tenons à faire savoir aux communautés chrétiennes et à expliquer au peuple de Goiás ce qui suit:

1. Dans la nuit du 23 janvier dernier a été occupé, par plusieurs familles, un terrain d'environ 6 *alqueires* (1) situé à l'est de Goiânia. Cette terre, appartenant au diocèse de Goiânia depuis plus de trente ans, a toujours eu une utilisation sociale.

2. La propriété a initialement servi à l'APTA (Assistance au petit travailleur autonome) et à l'Apprentissage agricole São José. Par la suite le diocèse a transféré le centre d'apprentissage dans une propriété plus grande à Silvânia, dont la direction est aujourd'hui confiée aux Frères maristes qui y entretiennent, éduquent et préparent 180 élèves dans le besoin.

3. Ce transfert a permis la fondation du Centre de préparation de leaders (aujourd'hui Centre pastoral Mgr Fernando) et la construction du nouveau séminaire Santa-Cruz.

4. La propriété occupée n'est pas à l'abandon. Elle sert à la culture et à l'élevage dont le produit est destiné aux deux oeuvres à caractère communautaire et social: le Séminaire Santa-Cruz, où étudient plus de soixante jeunes se destinant au sacerdoce, en provenance de plusieurs diocèses de l'Etat de Goiás; et le Centre pastoral destiné aux cours et réunions de pastorale du diocèse de Goiânia, du Régional centre-ouest et même du national. Ce n'est donc pas une propriété à l'abandon ni une terre à but lucratif. Des milliers de personnes peuvent le dire, de tous les Etats du Brésil et de diverses confessions religieuses, qui y sont passées durant la trentaine d'années de fonctionnement de ces deux institutions.

5. Nous nous élevons contre l'impudence de ceux qui ont écrasé et détruit les cultures de riz de familles pauvres auxquelles le diocèse avait gracieusement donné l'autorisation de planter de modestes champs pour leur subsistance.

6. Dans le passé, sous la conduite éclairée de Mgr Fernando, le diocèse de Goiânia s'était fait remarquer par son souci d'implanter des projets sociaux dans ses propriétés, comme pour le domaine Conceição dans la commune de Corumbá (qui appartenait alors au diocèse). C'est encore le cas aujourd'hui puisqu'est en cours un projet de lotissement pour les familles les plus dans les besoins.

7. Nous ne sommes donc pas d'accord avec ceux qui profitent des besoins des pauvres pour s'approprier, dans un but lucratif, des terres qui ne leur appartiennent ni juridiquement ni socialement et moralement; ceux-là qui profitent à un tel point de la bonne volonté des pauvres qui vont jusqu'à leur vendre des "droits de trois jours" (2).

8. Nous demandons aux pouvoirs publics et aux hommes politiques, représentants de la communauté régionale, de répondre, dans ce cas comme dans tous les problèmes sociaux de la ville et de l'Etat, par des mesures sérieuses et appropriées pour faire face à la question du logement et du travail.

9. Nous en appelons à toutes les forces démocratiques de la société pour que, durant cette Année internationale des sans-abri, elles s'engagent profondément dans la réalisation d'une réforme agraire et urbaine.

10. Nous en appelons à la communauté diocésaine pour qu'elle reste vigilante, unie et courageuse dans la grande mission consistant à prêcher et à vivre la vérité, la justice, l'amour et la liberté, piliers de la paix à construire.

[1] Un peu moins de 30 hectares [NdT].

[2] La commission diocésaine nommée pour enquêter sur cette occupation de terres a constaté que, sur la totalité des familles occupantes (640 personnes en comptant femmes et enfants), 75% d'entre elles avaient déjà une terre par ailleurs et qu'elles avaient été trompées par les "faux propriétaires" du terrain appartenant en fait à l'archevêché [NdT].

Ne nous laissons pas décourager ni prendre peur. Nous sommes en marche à cause du Seigneur Jésus ressuscité, présent dans nos frères appauvris. Nous sommes sûrs que justice sera faite et que de tels épisodes aideront les autorités à comprendre que l'Eglise est en faveur du peuple par conviction, dans la conscience évangélique du service du Christ dans nos frères.

Nous remercions tous ceux qui, en rejetant l'exploitation, nous apportent leur présence, leur solidarité et leur soutien pour mener à bien notre mission désintéressée, dans la foi, de service de nos frères. En nous unissant tous, nous serons capables de construire une route nouvelle pour le Goiás et pour le Brésil, dans la vérité, la justice, l'amour et la paix. Que Dieu nous accorde sa bénédiction et que nous protège Marie Auxiliatrice, mère de l'Eglise de Goiânia.

Goiânia, le 27 janvier 1987

Mgr Antônio Ribero de Oliveira
archevêque de Goiânia

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 320 F - Etranger 380 F - Avion 450 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441